

■ La présence de gens du voyage sédentarisés à Coulonges suscite toujours beaucoup de tension ■ Des solutions ont été esquissées hier.



Le conseiller général Patrick Berthault a eu fort à faire pour calmer les esprits, avant de faire part des solutions envisagées ou déjà mises en route.

Photo Romain Perrocheau

Coulonges veut le retour au calme

Patrick SERVANT
p.servant@charentelibre.fr

Cinq personnes à la tribune, quinze dans la salle de la mairie: le moins que l'on puisse dire, c'est que la réunion publique provoquée par les habitants de Coulonges n'a pas rencontré un grand succès. Pourtant, le sujet évoqué - l'affrontement qui a éclaté ce début d'été entre les habitants du village et une famille sédentarisée de gens du voyage - avait de quoi retenir l'attention tant la tension était montée haut (CL du 9 juillet).

La réunion d'hier a prouvé que la tension est à peine retombée. Et que plusieurs habitants sont toujours «à cran» sur le sujet évoqué. Au point d'entendre une jeune mère de famille assurer qu'elle n'hésiterait pas à sortir les fusils si d'aventure la famille Longuet-Michelet revenait à Coulonges! C'est dire le mérite de Patrick Berthault, maire de Maine-de-Boixe et conseiller général, qui n'a eu de cesse de calmer le jeu, en évoquant les solutions proposées. Car l'affaire dure depuis que cette famille a été installée à Coulonges par le syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage dans une

maison qui lui appartient. «C'est devenu invivable, a repris en chœur la poignée de riverains présents, les insultes, les crachats, les jets de pierre, le campement des caravanes des cousins venus de Bignac, les voitures qui roulent vite dans la rue, les coups de carabine même...» Patrick Berthault a bien compris et l'a dit: «On est arrivé à un point de non-retour, c'est clair. Maintenant, le passé, c'est le passé, il faut trouver des solutions. Et si possible, dans la sérénité.»

Partie faire une saison de cueillette de fruits ou de légumes ailleurs, la famille Longuet-Michelet n'est plus à Coulonges depuis quelques jours. Le calme est revenu dans cette commune de 148 habitants que dirige Bruno Caffin, le maire. «Mais s'ils reviennent, ça va recommencer», s'insurgent les habitants, attentifs toutefois aux propositions évoquées.

«On a trouvé des solutions»

«Nous travaillons à la question» a repris Patrick Berthault, pas très heureux du retentissement médiatique que peut avoir cette affaire charentaise au moment même où l'État se charge d'une

»
Il faut pourtant bien faire comprendre à cette famille qu'il y a des règles de vie en commun à respecter.

grande opération de fermeture de campements de Roms.

«Nous avons encore eu une réunion sur le sujet il y a quelques jours et on a trouvé des solutions. L'association Le chemin du hériçon, qui s'occupe des gens du voyage dans le nord-Charente, cherche un logement sur Ruffec pour le fils aîné qui travaille là-bas. Pour la fille et son copain, c'est réglé, ils sont à La Couronne. Pour le reste de la famille - les parents et les trois autres enfants - nous leur avons fait une proposition de logement provisoire dans la région de Jarnac, en attendant que des travaux soient faits dans leur maison actuelle de Coulonges. Ils ont refusé, mais on va

revenir à la charge. De toute façon, il n'y a pas d'autre solution.»

Le désengagement de l'État

Patrick Berthault, confronté à des habitants irrités par le fait que «rien n'a été fait depuis deux ans», mettant en cause l'État - absent à la réunion d'hier - et l'insuffisance de l'action du Chemin du hériçon, a redit que «rien ne pourrait se faire sous la pression».

«Il faut pourtant bien faire comprendre à cette famille qu'il y a des règles de vie en commun à respecter», a martelé une mère de famille révoltée de voir «un adolescent dans les rucs avec une carabine dans les mains» et de voir «les plombs voler au-dessus des têtes» de ses filles. Patrick Berthault a proposé une rencontre avec la famille Longuet-Michelet dès son retour, avec le maire et un représentant des habitants, de solliciter les services sociaux pour gérer le problème des adolescents de la famille, et de saisir l'État pour que ses services soient plus présents sur ce dossier. Autant de propositions bien reçues par les habitants de Coulonges.